



HAL
open science

Rétrospection

Michel Pigenet

► **To cite this version:**

Michel Pigenet. Rétrospection. Les ouvriers du Cher. Travail, espace et conscience sociale, L'Arbre bleu, A paraître. <hal-03749423>

HAL Id: hal-03749423

<https://hal.science/hal-03749423v1>

Submitted on 10 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Rétrospection

Michel Pigenet

Sans doute n'a-t-on jamais autant édité et lu d'ouvrages et d'articles d'histoire du travail à l'époque contemporaine. Cet engouement doit beaucoup à la question inscrite, en 2020, au programme des concours de recrutement des enseignants du secondaire – « le travail en Europe occidentale des années 1830 aux années 1930 ». Une telle consécration aurait été impensable si la thématique n'avait préalablement suscité des recherches aptes à la légitimer par leur abondance et leur richesse¹. De fait, un nombre croissant d'historiens s'attache désormais à repenser l'histoire à travers le travail et tout ce qui s'y joue. Mais l'historiographie n'est pas seule en cause dans une reconnaissance académique plutôt tardive au regard de la centralité du travail dans les sociétés occidentales des XIX^e et XX^e siècles. D'évidence, ses mutations en cours, l'évaluation de leur portée, les interprétations, résistances ou attentes qu'elles suscitent, appelaient une mise en perspective historique, complémentaire des analyses menées, de plus longue date, par d'autres sciences humaines et sociales.

Rééditer ?

Le mouvement éditorial actuel éclaire la publication de cet ouvrage, dont la spécificité, par-delà celle inhérente à son objet – « les ouvriers du Cher » -, tient à ce qu'il s'agit d'une réédition, 31 ans après sa première parution. Un tiers de siècle, presque, ce n'est pas rien... L'initiative méritait réflexion. Le tirage de 1990 fut, il est vrai, assez rapidement diffusé, au point de rendre le livre introuvable dans le commerce, sinon dans les bibliothèques universitaires². L'enjeu en valait-il la chandelle ? Des amis et collègues le pensaient et m'y encourageaient, mais ne raisonnaient-ils pas plus en amis qu'en collègues ? Chacun à leur poste, trois intervenants ont emporté ma décision. À force d'argumenter, Xavier Vigna, historien issu d'une génération et d'expériences distinctes des miennes, sut lever mes dernières objections.

On le devine, ma principale interrogation portait sur l'intérêt de la réédition d'une étude qui, datée par définition, risquait, en outre, de paraître dépassée ? « Les livres d'histoire vieillissent », note en clin d'œil Michelle Perrot³. L'ampleur et la diversité des sources consultées n'excluaient pas la découverte de nouveaux fonds susceptibles d'entraîner des

¹ « L'Histoire du travail au carrefour » titrait, au printemps 2017, le numéro spécial que lui consacrait la revue *Historiens & Géographes*, n° 438, p.49-144.

² Un détour par le catalogue Sudoc signale sa présence dans 28 bibliothèques et centres universitaires français, total très inférieur à ceux de publications ultérieures.

³ « Note de l'auteur » à la réédition de sa thèse, recentrée sur le « geste et la parole » de grève, au détriment des deux premières parties, plus quantitatives. Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*, Paris, Le Seuil, 1984.

rectifications factuelles⁴. L'obsolescence surtout à craindre du côté des concepts mobilisés, des analyses et des résultats généraux avancés. J'en étais d'autant plus conscient que, partie prenante des dynamiques historiographiques, j'avais, moi-même, fort heureusement, évolué en trois décennies, tant du point de vue des groupes, périodes ou lieux explorés que des problématiques, notions éprouvées ou forgées. Pour le dire plus nettement, si l'historien de 2021 venait à se pencher, une fois encore, sur « les ouvriers du Cher », l'étude qu'il en tirerait ne serait pas identique à celle de 1987. La contesterait-elle jusqu'à la contredire ? Rien n'est moins sûr, j'y reviendrai, mais le choix de la réédition impliquait d'assumer son caractère de document historiographique, témoignage d'un moment de la recherche en histoire ouvrière et du travail.

Un document historiographique en son contexte

L'option, dans la continuité de l'édition de textes inédits, oubliés ou mal connus⁵, n'était pas pour me déplaire. Concrètement, cela signifiait reproduire tel quel l'ouvrage de 1990. Hormis quelques retouches de ponctuation, j'ai donc résisté aux fortes tentations de réécritures. Les seules modifications d'envergure concernent l'adjonction de notes de bas de page, dont le sacrifice initial, concession au souci d'atteindre un format raisonnable, fut une faute méthodologique qu'il importait de réparer. Je renonçais, en contrepartie, à la reprise d'une bibliographie qui ne pouvait plus prétendre au statut d'instrument de travail.

Mais revenons au contexte qui présida mes recherches. Géographe de formation, l'heureux hasard d'une nomination non désirée à Vierzon, me donna bientôt l'occasion de découvrir, à l'aube des années 1970 et au gré de pérégrinations à travers le Cher, un étonnant conservatoire de traditions. Les moindres ne furent pas, pour moi, celles qui se rapportaient aux références « rouges ». En ville comme à la campagne, elles renvoyaient à un long passé, dont certaines bribes dataient de la Seconde République et profitaient, pour l'essentiel, au PCF, hégémonique à gauche, qui recueillait alors plus de 30 % des voix sur l'ensemble du département⁶. À la fin de la décennie, au sortir des « années 1968 », sur fond d'âpres controverses sur les modalités de la rupture de l'union de la gauche en France et les impasses du « socialisme réellement existant », le retrait de responsabilités politiques coïncida, non sans tensions, avec le besoin ressenti d'une pause militante, dont j'attendais qu'elle m'offrît le temps de comprendre ce qui « nous » arrivait. Après une décennie d'engagement intense, un « détour » par l'histoire appliquée à un territoire devenu familier m'apparut aussi

⁴ À l'exemple de ceux, inconnus ou inaccessibles dans les années 1970-1980, exploités par Jean-Marie Favière dans son étude sur Édouard Vaillant : *Je te parle au sujet d'Édouard Vaillant, t. 1 La tête pensante de la Commune, t. 2 Le grand socialiste*, Aix-en-Provence, JPS éditions, 2015-2016.

⁵ Qu'il s'agisse de l'article « Syndicalisme et nouveaux salariés de services : aperçu sur l'expression cégétiste dans les centres d'appels d'Air France (1989-2004) », *Le Mouvement social*, n° 216, juillet-septembre 2006, p. 101-133 ou des éditions critiques de Friedrich Engels, *Le Rôle de la violence dans l'Histoire et autres textes*, Montreuil-sous-Bois, Le Temps des cerises, 2020 et des mémoires de Charles Marck, *Sur les routes que j'ai parcourues*, Paris, Classiques Garnier, 2021.

⁶ Le sévère décrochage électoral communiste des années 1980 fut moins prononcé dans le Cher, où le PCF approchait encore les 25 % aux législatives de 1986, soit son meilleur score métropolitain, tombé cette année-là sous la barre des 10 %.

souhaitable que possible. Au vrai, je ne parlais pas de rien. La curiosité et plusieurs « commandes » m'avaient déjà conduit à consulter des fonds d'archives, tandis que de fréquents et amicaux échanges avec Rolande Trempé entretenaient l'envie de solides recherches historiques⁷. À partir de 1977, la fréquentation de la salle de lecture des Archives départementales devint systématique, cependant que le projet d'une thèse s'esquissait pour déboucher sur une inscription en bonne et due forme à l'université de Toulouse, sous la direction de Rolande Trempé.

Sur le moment, celui du dépôt d'un sujet, pas plus l'approche - monographique et centrée sur le département du Cher - que la problématique - la formation d'une classe ouvrière régionale -, ne souleva de véritable discussion. Au stade préalable de la collecte de données, le cadrage semblait suffire. La large couverture chronologique, de la fin du 18^e siècle à 1914, relevait de la volonté d'intégrer l'ensemble des temporalités et dynamiques économiques, sociales, politiques et culturelles à l'œuvre dans les mondes ouvriers berrichons. Leur énoncé trahissait l'influence labrousienne, à la source de maints travaux pionniers de l'historiographie ouvrière hexagonale⁸. Il y aurait beaucoup à dire sur les sources idéologiques de ce structuralisme tenu pour un marxisme qu'étaient loin de revendiquer, voire d'admettre, par ailleurs, tous les élèves du maître⁹. Il arrive que des plumes inégalement expertes, mais pourvues de solides attaches institutionnelles, brossent aujourd'hui le portrait d'une époque congelée « sous la chape de plomb » d'un marxisme omnipotent et qu'ils se targuent de débusquer... après coup. La coïncidence du progrès puis du déclin des uns et des autres a pu favoriser des amalgames, sans justifier les reconstitutions hâtives, à défaut d'être bien intentionnées. Il n'y aurait pas moins lieu de réexaminer l'ampleur des avancées généreusement attribuées aux historiens anglo-saxons. On ne peut que se féliciter de l'intérêt manifesté par d'excellents chercheurs nord-américains pour l'histoire sociale et ouvrière française. Plusieurs figurent parmi les auteurs dont les travaux, cités dans la thèse, ont contribué à enrichir ma réflexion ou fournir des éléments de comparaison¹⁰. Au regard de la littérature disponible à l'époque et exception

⁷ Cf. « 'Sans les entretiens, je ne serais jamais devenu un historien du travail'. Trois itinéraires d'historiens des mondes ouvriers : retours d'expériences sur les enquêtes orales. Table ronde avec Rémy Cazals, Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, animée par Ingrid Hayes et Ariane Mak », *Le Mouvement social*, n° 274, janvier-mars 2021, p. 31-65.

⁸ Cf. Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Xavier Vigna « Perspectives cavalières sur l'historiographie française de l'époque contemporaine », in Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Xavier Vigna (dir.), *Travail, travailleurs et ouvriers d'Europe au XXe siècle*, Dijon, UED, 2016, p. 61-75 ; Michel Pigenet, « Aperçu sur l'historiographie du travail et ses enjeux (France, 19^e-20^e siècles) », in *Les Cahiers d'histoire immédiate*, n° 55, printemps 2021, p. 14-24.

⁹ Cf. Michel Margairaz, « Ceci n'est pas une préface », in Danièle Fraboulet, Philippe Verheyde (dir.), *Pour une histoire sociale et politique de l'économie. Hommages à Michel Margairaz*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2020, p. 493 et suivantes.

¹⁰ Cf. Michael Hanagan sur les artisans et ouvriers de trois localités de l'agglomération stéphanoise, de Jolyon Howorth sur Vaillant, de John Merriman sur Limoges, de Bernard Moss sur le socialisme fédératif des ouvriers de métier, de Donald Reid sur les mineurs de Decazeville, de Joan Wallach Scott sur les verriers de Carmaux, de William Sewell sur Marseille et l'idiome corporatif des ouvriers de métier. Repérés dans les recensions de revues, parfois tardives, ces travaux étaient souvent difficiles d'accès et les traductions exceptionnelles.

faite des stimulants renversements de perspective proposés et opérés par Edward Palmer Thompson¹¹, leurs apports ne furent ni plus ni moins décisifs que ceux d'autres collègues répertoriés.

S'il faut restituer l'environnement historiographique qui accompagna le mûrissement de ma thèse, les deux références majeures sont celles de mes directeurs successifs : Rolande Trespé et Maurice Agulhon. À la première, avec laquelle j'avais noué des liens d'amitié, je dois l'exemple de l'attention accordée aux faits et gestes des mineurs, suivis du front de taille aux repas et aux loisirs, en clair l'ouverture vers une histoire ouvrière anthropologique « globale »¹². Dès avant qu'il prenne le relais, le second m'avait préparé, par la lecture qu'il proposait du petit peuple varois des chantiers toulonnais et des villages, modèle d'histoire croisée du politique, du social et du culturel, à réviser de fond en comble l'approche des modes de politisation populaire et ouvrière¹³. Par bien des aspects, son œuvre rencontrait les analyses développées, outre-Manche, par Thompson¹⁴. Ma dette intellectuelle va également à Michelle Perrot et à Yves Lequin, dont les grandes thèses confirmaient, par des voies propres, l'entrée des ouvriers dans l'histoire universitaire qu'elles contribuaient ainsi à renouveler¹⁵. Grâce à une prompt publication, les problématiques et les analyses avancées, les sources consultées et les méthodes appliquées furent autant de repères bienvenus. Les pistes défrichées déblayaient, en quelque sorte, le terrain sur lequel je m'engageais, sans en faire une queue de comète historiographique. Elles m'invitaient, entre autres, à réévaluer et à reformuler mes questions, plutôt qu'à les penser résolues. Si je pouvais ainsi reprendre certaines conclusions de Lequin, dont je semblais suivre les pas, je ne m'y retrouvais pas sur des aspects importants. L'écart ou l'insatisfaction ne tenait pas seulement aux spécificités régionales, qu'exagéreraient les biais monographiques. Ce qui était en cause relevait, au sens fort, du point de vue qui, soucieux des mains-d'œuvre, de leurs classifications, de leurs origines, mobilités, résidences et sociabilités, contournait le travail concret au fondement de la vie ouvrière. Le constat valait pour la thèse de Michelle Perrot, par ailleurs si neuve dans son examen des comportements de grève. Sous l'angle de l'histoire du travail, l'étude de Rolande Trespé me paraissait plus prometteuse. Plus éclectique qu'exhaustif, je ne saurais passer sous silence, enfin, le rôle joué, dans mes orientations de recherche, par des auteurs aussi divers que, chez les historiens, Louis Bergeron, Alain Corbin, Adeline Daumard, Gérard

¹¹ ¹¹ Edward Palmer Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, 1988 (édition anglaise en 1963 et 1968); *Id.*, « The moral economy of the English crowd in the eighteenth century », in *Past & Present*, n° 50, 1971, p.76-136.

¹² Rolande Trespé, *Les mineurs de Carmaux. 1848-1914*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1971.

¹³ Maurice Agulhon, *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique. Toulon de 1815 à 1851*, Paris-La Haye, Mouton-EHESS, 1970 ; *Id.* *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la République*, Paris, Plon, 1971.

¹⁴ Force est de constater, après Maurice Agulhon, que, malgré ces proximités, le « petit monde (très réel, très social, presque institutionnel) ne [l] a pas coopté » et l'a « laissé glisser vers d'autres cooptations ». Maurice Agulhon, « Vu des coulisses », in Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, 1987, p. 40.

¹⁵ Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève. France; 1871-1890*, Paris-La Haye, Mouton, 1974 ; Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, 2 tomes, Lyon, PUL, 1977.

Jacquemet, Jacques Julliard, Denis Woronoff, ou, parmi les sociologues Pierre Bourdieu, Georges Friedmann, Pierre Naville et Michel Verret.

Les questionnements et les mots d'une époque

Fort de ces acquis et réflexions, l'étude de la « formation » d'une classe ouvrière, questionnement dont je percevais mal les pièges téléologiques, partait d'une conception rien moins que dogmatique du processus : comment « un groupe social prend forme, s'individualise – j'écrirais aujourd'hui « *s'agrège* » - au sein de l'ensemble – « *la société* » - qui le contient, cependant que des différences, hier encore secondaires, deviennent décisives ». À la suite de Thompson, j'entendais étudier un phénomène irréductible à l'observation d'une objectivité réifiée, procédant d'une dynamique dans laquelle les ouvriers en chair, en os et au travail, prenaient toute leur part. Comme telle, elle valorisait les expériences, les contextes et les rapports de forces. Compatible avec l'option monographique d'une histoire concrète en mesure d'intégrer les jeux d'échelles, elle justifiait le choix d'un cadre départemental pour d'autres motifs que les commodités d'accès aux sources. La multiplicité des situations et des conditions ouvrières dans un département à la fois rural et industriel présentait un cadre pertinent d'analyse d'identités multiples et des modalités d'émergence d'une « conscience de classe » susceptible de les dépasser. Ce à quoi s'étaient employés, avant 1914 et avec un certain succès, le socialisme vaillantiste et le syndicalisme.

« Conscience de classe », « classe ouvrière »... ces termes ne sont plus de mode. N'en déplaise aux amateurs d'histoire simple ou sainte, ils ne sont jamais allés de soi. Avec humour, Maurice Agulhon rappelait, en préface, les enjeux politico-idéologiques, aux grandes heures de la guerre froide, de la terminologie appliquée aux ouvriers. Nous n'en étions plus là à la fin des années 1980. Il subsistait toutefois assez de séquelles du contentieux pour que, sur fond de recul des références à Marx, beaucoup écartent sans autre forme de procès des concepts jugés inaptes à traduire la complexité et les porosités sociales. L'historien ne pouvait cependant ignorer la vertu performative, pas uniquement auprès des intéressés, de la notion de « classe ouvrière ». Aussi trompeuse qu'elle ait pu être, ma propre expérience l'y encourageait suite à ma fréquentation prolongée, hors des seuls cercles militants, avec des ouvriers qui se réclamaient bien de la « classe ». J'ajoute, une « classe », vivante, concrète, rien moins qu'intangible, mais hétérogène et sans cesse recomposée, traversée de tensions et poreuse sur ses marges, à cent lieues de la classe idéalisée des beaux esprits revenus de leurs rêves et maintenant pressés de faire leurs « adieux au prolétariat ». On pourrait écrire la même chose de la « conscience de classe », moteur et fruit de l'affirmation ouvrière, condition de son autonomie, productrice de valeurs et de projets, mais dont la stabilité indispensable à son efficacité s'accommode tant bien que mal d'inévitables discordances socio-spatio-temporelles.

Ouvertures : au plus près du travail et du quotidien des travailleurs

Sur ces bases, je me gardais bien d'assimiler les ouvriers aux groupements qui s'offraient à les représenter, voire s'instituaient en « avant-garde » capable d'initier la classe à la conscience de son existence, de ses droits et aspirations. Avec la volonté de privilégier ce qui se passait sur les lieux de travail, c'était là l'un de mes objectifs de recherche. Sortir d'une histoire ouvrière confondue avec celle du mouvement ouvrier ne revient pas à négliger le rôle de ce dernier, mais à mesurer ses actions et ambitions à l'aune de l'autonomie ouvrière, fait politique en ce qu'elle prédispose à une remise en cause des rapports de domination et d'exploitation. En rupture avec une histoire politique et organisationnelle de la classe, où les élections, les congrès, les débats théoriques ou les jeux d'appareils prenaient le dessus, l'étude participait d'une approche sociale du politique.

Professeur dans le secondaire à la fin des années 1970, je le demeurais à la date de la soutenance en 1987. Trois ans plus tôt, j'avais été muté de Vierzon à Louis-le-Grand, mobilité flatteuse, mais qui laissait intacte, pour le moins, la difficulté de mener de front une activité professionnelle et la rédaction d'une thèse. Le déménagement à Paris intervint trop tard pour sortir le chercheur de province, sinon provincial, de sa relative solitude intellectuelle. Par chance, Rolande Treppe et Maurice Agulhon accompagnaient ma recherche du mieux qu'ils le pouvaient, ne ménageant pas leurs encouragements. Tous deux partageaient la même conception, rien moins que mandarinale, de la direction de thèse, qui, au vrai, me convenait. Je profitais des congés scolaires pour visiter les centres d'archives extérieurs au Berry et bénéficiais des prêts interbibliothèques. Abonné à plusieurs revues d'histoire, je prenais connaissance des résultats de travaux récents, mais j'ai pâti de n'avoir pas pu assister aux séminaires de recherche, lieux propices à la confrontation des hypothèses et des méthodes, de rencontres avec des chercheurs confirmés ainsi qu'aux sociabilités doctorantes. À l'écart des réseaux plus ou moins informels d'historiens, je suivais de loin des initiatives de l'Institut de recherches marxistes, parfois novatrices, mais conduites dans d'autres directions que les miennes.

Les sources consultées, classiques en histoire sociale et ouvrière, n'appellent pas de remarques particulières, excepté la mention des plus aptes à permettre une « histoire par en bas » : mémoires de reconnaissance militaire, rapports de stage d'élèves ingénieurs de l'École des Mines, actes d'état civil, déclarations de mutations par décès, délibérations de conseils municipaux, procès-verbaux de bourses du travail, de syndicats et de coopératives... Signalons, pour y insister, l'intérêt des sondages réalisés dans l'océan des dossiers d'instruction des archives judiciaires. Parti à la recherche d'informations sur les émeutes, les complots, les insurrections et les grèves, j'ai vite compris la richesse des données recueillies en marge des faits constitutifs d'éventuels crimes ou délits. Ainsi les retranscriptions d'interrogatoires et de témoignages captaient des voix qui, venues du passé, restaient les seules traces des silencieux habituels de l'histoire. À défaut de tenir la plume rapportant leurs propos, les femmes et les hommes du peuple entendus par les gendarmes, les commissaires ou les juges décrivaient avec leurs mots, souvent repris tels quels par les greffiers, leur emploi du temps, leurs activités, leurs relations, s'expliquaient et

argumentaient. Fenêtres ouvertes sur le quotidien populaire, ces déclarations éclairaient les systèmes de représentation, les valeurs d'une époque et d'un milieu. Dans cette perspective, il m'importait peu que les récits soient mensongers, dès lors que leurs auteurs « mentaient vrai ». Indifférent, la plupart du temps, à l'identité d'éventuels coupables, je trouvais mon compte, en revanche, dans la traque judiciaire des preuves, voie d'accès inespérée aux faits et gestes de chacun, notamment au travail.

La rédaction, perturbée par la réforme du régime des thèses de 1984, s'effectua en deux temps. En accord avec Rolande Trespé, je soutins, en 1983, une thèse de 3^e cycle consacrée aux « bûcherons du Cher (fin 19^e siècle-1914), des luttes à l'organisation ; activités saisonnières et conscience sociale ». À l'issue de cette première mise en ordre, appliquée aux forestiers, je m'attelai à la rédaction d'une étude, étendue cette fois, à l'ensemble des ouvriers berrichons. Dans l'impossibilité d'obtenir la transformation de mon 3^e cycle, proposée par le jury, en « thèse nouveau régime », j'estimai préférable, en effet, au regard du travail accompli, d'emprunter la voie thèse d'État, qu'un éminent parlementaire¹⁶, ancien énarque diplômé de droit public et de l'IEP, avait cru bon qualifier de « monument d'inutilité ». La déclaration fit polémique chez les historiens, conquérants patentés de « l'inutile », à l'instar des lecteurs de *La Princesse de Clèves...* Privé d'encouragements officiels, mais porté par ceux de mes directeurs, je vins à bout de l'épreuve et rendis mon travail trois ans plus tard. La soutenance se tint en 1987, devant un jury composé de spécialistes des divers aspects de l'étude¹⁷, en présence d'un auditoire confidentiel, au large dans le bel amphithéâtre Turgot de la Sorbonne.

Docteur en quête d'éditeur

Reçu docteur d'État, il restait à faire connaître la thèse à laquelle je devais ce titre. Invité à la présenter dans plusieurs séminaires, il me fallait songer à la publier. N'étant pas du sérail, je renonçai vite à l'édition intégrale, à laquelle consentaient parfois quelques presses universitaires. Réaliste ou résigné, je n'insistai pas vraiment, prévenu de ce qu'un « pavé » de 2000 pages effraierait plus d'un éditeur normalement constitué et beaucoup de lecteurs. Pour les autres, désireux de se reporter à l'étude initiale, je m'en remettais, naïf, aux microfiches de l'Atelier national de reproduction des thèses. Le moment était venu de couper et de retrancher, opérations aussi douloureuses que périlleuses. Convaincu de la rigueur des épurations réalisées au stade de la rédaction, je n'imaginai pas qu'il puisse subsister des analyses, des paragraphes ou, pire, des chapitres superflus. Plusieurs solutions furent envisagées et discutées, notamment avec Maurice Agulhon et Adeline Daumard, experts en ces pratiques. Rassurants, ils m'assurèrent qu'elles étaient courantes et que j'aurais matière, dans ce que j'éliminerais, à de futurs articles. Après mûres réflexions et divers essais, j'écartai l'idée d'un recentrage sur l'une des périodes couvertes. Outre l'incertitude quant à la possibilité d'une reprise éditoriale ultérieure des séquences sacrifiées, ce choix menaçait la

¹⁶ Alain Richard, alors député socialiste du Val d'Oise.

¹⁷ Le jury comprenait, en plus de mes directeurs successifs, Maurice Agulhon et Rolande Trespé, les professeurs Adeline Daumard, Alain Corbin et Yves Lequin.

cohérence de la démonstration, fondée, on l'a noté, sur une approche de longue durée. Dans ces conditions, j'optais pour la méthode « dentellière » ou « chirurgicale » d'une reprise, ligne à ligne du texte, crochet ou scalpel en main.

Tout retrait intempestif risquait de déséquilibrer le propos, d'atténuer, voire d'effacer, les nuances nécessaires, de saper les bases documentaires des conclusions. La « réduction » ne fut pas moins drastique pour se caler à 450 pages. Il fallut pour cela se résoudre à sacrifier une partie substantielle, voire excessive, de l'appareil critique. La plupart des tableaux, graphiques et cartes ont ainsi disparu. Tous synthétisaient des informations non négligeables sur les salaires, les patrimoines, le coût de la vie, les budgets familiaux, l'endogamie, les témoins de mariage, la démographie, la répression, la composition des bureaux syndicaux ou la présence ouvrière dans les conseils municipaux. La sélection affecta également les développements qui, à l'arrière-plan du cœur de la thèse, traitaient des acteurs patronaux, de l'origine des capitaux et des circuits de financement, exposaient l'évolution des infrastructures ou de la scolarisation, les batailles municipales, etc. Ces amputations privaient le texte des références et des repères qui étayaient l'étude. L'essentiel, du moins ce que je tenais pour tel, fut préservé sans ramener la thèse à son squelette. Les analyses aussi détaillées que possible du travail-activité, des savoir-faire et des gestes furent conservées, à l'instar de l'étude des rapports sociaux concrets et ordinaires, du point de vue des acteurs, de l'inscription territoriale et communautaire des identités sociales comme des « arts » ouvriers de résistance, de protestation et de mobilisation, des moments et modes d'expressions collectives.

Restait à trouver un éditeur. Avec l'audace du débutant, je contactai les principales maisons dotées de collections d'histoire contemporaine. Courtoises, leurs réponses ne manquaient pas de noter « l'intérêt » de mon travail, mais concluaient sur un refus. Les plus aimables suggéraient de me rapprocher d'un confrère davantage spécialisé dans la publication d'études telles que la mienne. Sans plus de détail. Les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques répondirent toutefois favorablement. L'affaire paraissait bien engagée, ponctuée d'échanges téléphoniques et épistolaires, puis de repas avec une responsable. Las, alors que nous nous apprêtions à signer le contrat et que je profitai de l'été pour boucler le manuscrit, une lettre embarrassée m'annonça que les Presses, tout compte fait, ne donnaient plus suite au projet. Cette déconvenue ne venait pas seule. Recruté comme maître de conférences à Grenoble début 1989, mon doctorat d'Etat m'autorisait à postuler pour un poste de professeur, dont le nombre s'amenuisait depuis des années. En 1990, je fus néanmoins élu, à l'unanimité, par les collègues de Caen, pour succéder à Gabriel Désert, qui avait lu mes thèses et appuyait ma candidature. C'était compter sans la détermination du très droitier moderniste Pierre Chaunu à imposer son « poulain » dans ce qu'il considérait comme l'un de ses fiefs. En foi de quoi, une majorité de membres de la 22^e section du CNU céda aux pressions et me

déclassa au profit d'un prolifique spécialiste de *business history*, actif militant « autonome » sur lequel de bonnes fées se penchaient dans l'attente d'un retour sur investissement¹⁸.

Un éditeur inhabituel : l'IHS-CGT

La même année, une opportunité de publication inattendue se présenta. Sondé par mon vieux complice et ami, André Narritsens, l'Institut CGT d'Histoire sociale, acceptait, en association avec le Centre confédéral d'études économiques, d'inaugurer la parution d'une thèse. Les deux structures avaient une expérience éditoriale, mais réservée jusque-là aux études réalisées ou commandées par elles. Tel n'était pas le statut de mon texte, dont je gardais l'entière maîtrise dans les limites du format convenu à l'avance. Ainsi conçue, l'initiative, que l'IHS ne prétendait pas renouveler¹⁹, n'allait pas de soi. Elle n'aurait probablement pas été possible sans les relations de confiance établies avec les responsables de l'Institut à l'occasion de conférences et de colloques²⁰. Pour Georges Séguy, son président-fondateur, dont l'avant-propos n'épargnait pas les « carences de l'édition française » et un long « dogmatisme stérilisant » du monde académique à l'égard des recherches sur le monde du travail, elle valait témoignage d'ouverture en direction des universitaires en vue de coopérations, « dans le respect des compétences et des identités » de chacun. L'ancien dirigeant de la CGT soulignait aussi le besoin d'histoire des militants, « alors que la relativité d'un certain nombre de repères nous est rappelée, parfois cruellement ». Notant la diversité des situations ouvrières exposées dans la thèse, il en profitait pour regretter, chez les siens, « la centralisation excessive, le parisianisme, la confusion de l'unité avec l'unité ». L'Institut confirma par la suite la ligne ainsi définie. Ceci est une autre histoire²¹, mais justifie l'inclusion de l'avant-propos de 1990 dans la réédition d'aujourd'hui.

La réception paradoxale d'un travail universitaire

Les liens noués pendant mes années berrichonnes favorisèrent la promotion régionale du livre. Lauréat du Prix littéraire de la Ville de Bourges²², il jouit d'une large couverture dans la presse locale, tandis que Maurice Renaudat, président de l'Institut CGT d'histoire sociale de la région Centre²³, mit tout son savoir-faire d'organisateur dans le lancement d'une souscription, puis de présentations de l'ouvrage aux quatre coins du département. Le livre rencontra un

¹⁸ En 1992, je fus élu professeur à Rouen. Cette fois, la 22^e section du CNU, dont la composition avait changé, n'y trouva rien à redire.

¹⁹ En dehors de l'édition de colloques et de journées d'étude coorganisées avec des universitaires, l'IHS a cependant publié, en 1997, l'ouvrage tiré de la thèse d'Alain Boscus – *Économie et société dans le bassin industriel nord-aveyronnais, 1900-1950* -, ancien directeur du Centre National et Musée Jean Jaurès, maître de conférences à Toulouse 2.

²⁰ Georges Pruvost, son secrétaire général jusqu'en 1995, avait assisté à ma soutenance.

²¹ Cf. Michel Pigenet, « L'Institut CGT d'Histoire sociale (1982-2002) : entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire », in Claire Andrieu, Marie-Claude Lavabre, Danielle Tartakowsky (dir.), *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Marseille, Presses universitaires de Provence, 2006, pp. 241-251.

²² Dans le département, la publication bénéficia du soutien des communes de Beffes, Foëcy, Lunery, Saint-Florent, Saint-Georges-sur-la-Prée et Vierzon.

²³ De 1967 à 1984, il avait été secrétaire de générale de l'Union départementale du Cher.

public d'enseignants, d'amateurs d'histoire et de militants. À Montreuil, l'IHS ne fut pas moins satisfait du flux régulier de commandes en provenance d'instituts régionaux ou professionnels et de librairies. Le succès dépassa les prévisions les plus optimistes au point d'épuiser les 500 exemplaires tirés, niveau fort honorable pour un livre issu d'une thèse d'histoire. Paradoxalement, la diffusion fut davantage à la peine dans le milieu universitaire.

De ce côté, en effet, le label CGT, redoublé par le texte de Georges Séguy, embarrassait, voire indisposait. D'aucuns discernèrent une forme d'imprimatur incongrue. Un minimum de curiosité aurait pu lever ces incompréhensions et malentendus, parfois sous-tendus de préjugés tenaces. Parmi les spécialistes d'histoire sociale, ouvrière et syndicale, plus d'un se dispensa de lire ce qu'il assimilait à la énième version d'une histoire ouvrière confondue avec celle du mouvement ouvrier. Bien qu'il fût question d'histoire, l'association, jusque dans le titre, des vocables « ouvriers », « travail » et « conscience sociale » sentait le dogme ou le soufre. Revenus ou indemnes d'anciennes « faiblesses » ouvriéristes et globalisantes, peu de collègues étaient disposés à défendre l'histoire du travail dans les redoutables luttes de classement en vigueur dans la discipline. Quant à « l'espace », l'assimilation du concept à une étude au caractère indéniable de « monographie départementale », déjà interpellée deux décennies plus tôt²⁴ et dorénavant bousculée par la *microstoria*, n'arrangeait pas mon cas. À plus forte raison s'agissant du Cher, volontiers classé parmi les plus impersonnelles subdivisions administratives. Passé à l'histoire, c'est à bon escient que l'ancien géographe invoquait l'espace. Moins afin de désigner le « cadre », somme toute banal, d'existences et d'activités que pour valoriser un facteur essentiel des dynamiques liées d'identification et d'appropriation, au double sens de « propre à soi » et de « propre à quelque chose »²⁵. Production sociale, le territoire, ainsi compris, « agit » en retour sur les manières dont se vivent et s'interprètent, entre autres, les relations de travail, les taux de dilution ou de concentration des groupes ouvriers, la part de l'interconnaissance, le degré de cloisonnement de leurs écosystèmes, leurs effets sur les solidarités, les segmentations, les coopérations, les connivences, les tensions et les antagonismes sociaux.

Au total, deux revues scientifiques d'histoire, *Le Mouvement social*²⁶ et *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, rendirent compte de l'ouvrage, recensions précises et favorables, que prolongèrent à leur façon, les nombreux emprunts à ma thèse auquel procéda Louis Hincker dans un bilan historiographique critique serré²⁷. C'était peu, très en-deçà de l'écho donné au livre issu de ma thèse de 3e cycle sur les bûcherons²⁸ ou aux publications postérieures à mon élection comme professeur à l'université de Rouen, position

²⁴ Jacques Rougerie, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales*, vol. 21-1, février 1966, p. 178-193.

²⁵ Roger Brunet, *Le territoire dans les turbulences*, Montpellier, GIP-Reclus, 1990, p. 23.

²⁶ Sous les plumes respectives de Florence Riffault-Regourd, *Le Mouvement social*, n° 165, octobre-décembre 199, p. 138-142 et de Frédéric Chauvaud, *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 9, 1993, p. 123-124.

²⁷ Louis Hincker, « La politisation des milieux populaires en France au XIXe siècle : construction d'historiens. Esquisse d'un bilan (1948-1997) », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 14, 1997, p. 89-105.

²⁸ Michel Pigenet, « *Ouvriers, paysans, nous sommes...* ». *Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, Paris L'Harmattan, 1993.

institutionnelle propice au lancement de recherches collectives, séminaires, journées d'étude et colloques sur les sujets qui m'étaient chers.

Suites : continuités et nouvelles pistes de recherche

À trois décennies de distance, il serait vain d'attendre d'une réédition le neuf que l'ouvrage pouvait receler en 1990, à savoir un regard singulier sur les mondes ouvriers étudiés aux prismes interactifs du travail, de l'espace et des consciences collectives. À l'aune des questionnements actuels, les lecteurs pointeront des « négligences », sinon de « points aveugles ». Les plus flagrantes touchent aux pratiques culturelles et au genre comme rapport social et critère de catégorisation, qu'entrevoient trop vite les paragraphes consacrés aux couturières ou aux ouvrières des Établissements militaires²⁹. D'aucuns critiqueront la faible attention portée aux migrants, abordés à propos des filières de recrutement, des embauches saisonnières, de l'origine géographique des époux ouvriers ou de l'exode rural, mais sans aller jusqu'à l'examen spécifique que la faiblesse de l'immigration avant la guerre – 347 étrangers en 1911 – ne poussait pas à entreprendre³⁰. Aujourd'hui, on attendrait encore une analyse plus approfondie et historicisée des formes de chômage, des modes de rémunération, des temps de travail, ainsi que des attitudes tant à l'égard de l'implantation ou de l'extension des usines que de la fermeture.

Dans la conclusion de 1990, je revenais sur la question des « niveaux et moments de la conscience sociale ouvrière », point de départ « politique » et daté de l'étude. Le constat final de l'absence de « conscience idéologiquement pure, intangible, unique » importait moins, à mes yeux, que la reconnaissance de « systèmes combinatoires à dominantes variables » au gré des expériences, des contextes et des événements. Je testerai bientôt la robustesse de ces « acquis » sur des terrains et pour des périodes très éloignés des mondes ouvriers berrichons du XIXe siècle. Ainsi ont-ils à voir, en dépit des apparences, avec la recherche conduite sur les jeunes volontaires ouvriers de la « colonne Fabien », unité FFI à fort encadrement communiste constituée au lendemain de la libération de la capitale, dont je souhaitais suivre l'évolution des références sociopolitiques en contexte de guerre et les ambivalences d'une « militarisation » à la fois revendiquée et subie³¹.

La thèse m'avait mis sur la piste d'une histoire du travail-activité et des identités professionnelles que je désirais explorer auprès de catégories aux marges du droit commun salarial. Tel était le cas des dockers, dont les accommodements avantageux aux aléas de

²⁹ Conscient de cette lacune, je m'intéresserai plus particulièrement à la construction de la masculinité et de la virilité. Cf. Michel Pigenet, « À propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIXe et XXe siècles) », *Le Mouvement social*, n° 198, janvier-février 2002, pp. 55-74 ; *Id.* « Virilités ouvrières », in Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello (dir.), *Histoire de la virilité, t. 2, Le triomphe de la virilité. Le XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2011, pp. 203-240.

³⁰ Et que mènera Philippe Rygiel, pour l'après-guerre et dans une perspective plus attentive aux trajectoires sociales des intéressés qu'aux rapports entretenus avec les populations ouvrières du département – *Destins immigrés. Cher 1920-1980 : trajectoires d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001.

³¹ Michel Pigenet, *Les "Fabiens". Des barricades au front (septembre 1944-mai 1945)*. Paris, L'Harmattan, 1995.

l'intermittence n'avaient guère été étudiés en France, mais aussi des téléopérateurs des centres d'appels, nouveaux venus sur la scène salariale en quête de repères collectifs. Ces investigations allaient de pair avec une analyse historique plus systématique et approfondie des conditions sociales de la mobilisation des savoir-faire et des corps, l'approche concrète des enjeux du changement technique, des attitudes ouvrières et syndicales à l'égard des risques du travail³², des modes d'embauche et de rémunération, des sociabilités d'ateliers et de chantiers, des correspondances entre les hiérarchies et dominations au travail et celles en vigueur dans les communautés et sociétés environnantes, des modalités de conservation et de restitution des mémoires du travail, etc. D'autres axes, connexes, à l'exemple de la protection sociale, du droit du travail et, plus largement, de l'émergence de l'État social, prolongeaient la mise à jour de la prévalence du fait statutaire sur les spécificités de métier chez les personnels des Établissements militaires et du Paris-Orléans, du rôle des normes et catégories juridiques ainsi que des interventions ouvrières sur les terrains législatifs et du droit à l'occasion de la lutte victorieuse des bûcherons en vue de bénéficier de la loi sur accidents du travail³³. Une troisième orientation englobait les articulations du social et du politique, les mouvements sociaux, tels que j'avais pu les saisir dans le double processus de politisation du social et de sociologisation du politique amorcé à compter de 1848, puis avec l'émergence d'organisations multiformes et multifonctions. La relation de celles-ci avec les milieux ouvriers et populaires n'était pas la moindre des perspectives ouvertes par une recherche menée au plus près de pratiques, des « cris et des chuchotements », des chants, des couleurs emblématiques et des mots-totems de « langues de bois ». La thèse m'avait également préparé à noter les variations électorales à l'aune de la nature et du cadre des scrutins, à me convaincre de l'importance des « conquêtes » municipales, échelon pertinent à l'ébauche de contre-sociétés ouvrières, à la traduction administrative des sociabilités de

³² Sans doute conviendrait-il, à ce propos, de nuancer, voire de réviser, la doxa qui, datant la « découverte » de ces questions du tournant des années 1990-2000, fait peu de cas des ouvertures pionnières d'Alain Cottureau, coordinateur d'un n° spécial consacré à « l'usure au travail » du *Mouvement social* de juillet 1983 et de celui publié par *Prévenir*, « Mouvement ouvrier et santé. Une comparaison internationale », n° 18, du premier semestre 1989. Ses initiatives accompagnaient les coopérations de séminaires pluridisciplinaires organisés, notamment, avec le psychiatre Christophe Dejourn. Les réflexions de ce dernier sur les « stratégies défensives de métier » - *Travail, usure mentale*, Paris, Bayard, 1980 ; *Id. Plaisir et souffrance dans le travail*, Paris, A.O.G.I.P. –, plus éclairantes que les jugements sommaires sur la prétendue longue « indifférence » des syndicats sur la santé au travail, me furent très utiles au moment où j'entamais mes recherches sur les dockers. Cf. Michel Pigenet, « Les risques du métier ? Les accidents du travail dans les ports français », article paru dans les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 20, Lausanne, 2004, p. 67-80 ; « Le physique de l'emploi. Corps et esprit de corps chez les dockers », in Christophe Granger (dir.), *Histoire par corps. Chair, posture, charisme*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2012, p. 59-76 ; « Le VIH-sida, nouveau terrain d'intervention syndicale dans les transports internationaux », *Le Mouvement social*, n° 241, octobre-décembre 2012, p. 181-199.

³³ Lutte et enjeux étudiés dans ma thèse de 3^e cycle, mais repris in Michel Pigenet, « Droit, syndicalisme et identité sociale. Les bûcherons et la loi sur les accidents du travail (1898-1914) » in Robert Salais, Malcolm Mansfield, Noel Whiteside (dir.), *Aux sources du chômage, 1880-1914*, 1994, p. 355-379. Ces problématiques donneront lieu, ultérieurement, à une étude comparative européenne - Santiago Castillo, Francine Soubiran-Paillet, Michel Pigenet (dir.), *Estados y relaciones de trabajo en la Europa del siglo XX*, Madrid, Ed. Cincap-Fundacion F. Largo Caballero, 2008 – et inspireront l'initiative de l'ouvrage collectif codirigé avec André Narritsens, *Pratiques syndicales du droit, France XXe-XXIe siècles* (2014).

travail, aux « œuvres » syndicales et coopératives, à la dimension communautaire des hégémonies de classe, etc. Les mentalités militantes, syndicales ou partisans, ne devaient pas moins retenir mon attention à travers leurs manières de recevoir et de s'approprier, à la base, les stratégies, tactiques, consignes et mots d'ordre, y compris au sein de structures réputées pour leur sens de l'organisation et de la discipline³⁴. C'est dans ce sillage que s'inscrivirent les analyses, personnelles ou élaborées dans un cadre collectif³⁵, sur l'altérité des cultures et pratiques ouvrières avec les procédures, rituels et valeurs de la politique instituée et à identifier les fondements, les voies et la portée d'une « politique ouvrière », difficilement distinguable, en France, d'une « politique populaire »³⁶. Après ou en parallèle à d'autres travaux³⁷, il s'agissait d'inverser la problématique classique d'une « politisation », parfois ramenée aux usages du « populaire » par les dominants, pour considérer la manière dont les dominés s'emparent des ressources du et de la politique ou, si l'on préfère, de leurs capacités d'intervenir en ce domaine. Partie prenante d'une intervention, dont les ressorts demeurent la quotidienneté, la proximité, l'immédiateté, cette « politique populaire » s'accorde à l'éthique égalitaire du « juste » et du « faire », participe d'une conception que Michel Verret qualifie d'« exécutive », « directe » ou « en actes ». Ses manifestations, irréductibles aux registres et procédures de la politique instituée, qu'elles débordent ou ignorent volontiers, ont pu être qualifiées, pour cela, d'« archaïques » ou d'« infrapolitiques ». Il n'empêche, les valeurs qu'elles convoquent et les pratiques qu'elles promeuvent revêtent une signification politique dans leur façon de contourner ou de subvertir la politique instituée. À ce titre, elles invitent à revisiter plus d'un épisode et courant historique porteur de projet politique alternatif, du sans-culottisme au communisme en passant par la Commune de Paris ou le syndicalisme d'action directe.

Au travail

³⁴ Au plus fort de la guerre froide, le PCF, indépendamment de ses volte-face tactiques, éprouvera de sérieuses difficultés à contrôler la réception par son « actif » militant d'une rhétorique radicalisée et de pratiques mesurées de la violence. Cf. Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. La manifestation Ridgway*. Paris, L'Harmattan, 1992.

³⁵ Mention particulière doit être faite, ici, aux séminaires de recherche, d'abord initiés avec Danielle Tartakowsky, « Politisation dépolitisation des milieux populaires » (1999-2001), dont la thématique élargie, « Histoire sociale et économique du politique, histoire politique du social et de l'économie », bénéficia de la participation de Michel Margairaz (2003-2018). Leurs séances mensuelles nourriront nombre des analyses et contributions réunies dans Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012. .

³⁶ Cf. Michel Pigenet, « Modalités et enjeux des politisations ouvrières aux 19^e et 20^e siècles », *Les Cahiers du CHATEFP*, n° 14, juin 2011, p. 64-71 ; Jean-Pierre Le Crom, Michel Pigenet, « Les politiques du travail à l'époque contemporaine » (avec Jean-Pierre Le Crom), *Historiens & Géographes*, n° 438, mai-juin 2017, dossier « L'Histoire du travail au carrefour », p.99-107.

³⁷ Parmi les travaux de référence, on retiendra ceux de Pierre Clastres, *La société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Éd. de Minuit, 1974 ; Jean-François Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979 ; Raymond Huard, « Existe-t-il une " politique populaire " ? », in Jean Nicolas (dir.), *Mouvements populaires et conscience sociale, 16^e-19^e siècles*, Paris, Maloine, 1985, p. 57-68 ; Roger Dupuy, *La Politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002 ; John C. Scott, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments d'un discours subalterne*, Paris, Éd. Amsterdam, 2009.

Rien de cela n'aurait été audible, sinon possible, sans l'affirmation, par leur renouvellement ou leur envol, des historiographies ouvrières et du travail, peu ou prou solidaires. Le mouvement fut progressif. En 1995, je pris part à la direction d'un numéro spécial de revue destiné à présenter, avec le concours de seize spécialistes reconnus ou jeunes chercheurs³⁸, les acquis et les fronts pionniers de « l'histoire ouvrière ». J'y traitais plus spécifiquement du travail en tant que référence historique centrale de l'identité ouvrière et défendais une approche socio anthropologique, complémentaire des problématiques politico-économiques longtemps à l'honneur³⁹. Il s'en fallait, pourtant, que la partie soit gagnée, y compris parmi les auteurs réunis. S'il notait la « vitalité actuelle » de l'historiographie ouvrière, Antoine Prost concluait sa contribution sur une " question iconoclaste " : « cela aura-t-il encore un sens, dans vingt ans, de parler d'histoire ouvrière ? »⁴⁰. Jean-Louis Robert, codirecteur du dossier, évoquait mes recherches, dont il notait le « primat » donné au travail « dans la construction du social », pointait son ancrage « marxisant », retenait la « part » réservée à « la dimension culturelle ou anthropologique » du processus. Le souci pédagogique de dégager les principaux courants en histoire sociale l'amenait toutefois à dresser une typologie plus portée à durcir leurs différences qu'à souligner leurs interactions intellectuelles et à promouvoir une histoire qui les prenne en compte⁴¹. Partisan, à raison, de passer d'une démarche figée sur les « groupes-stocks » à un suivi des « groupes-flux », il préconisait, sur la lancée et *a contrario* des injonctions labroussiennes, de « ramener l'homme au cœur de l'histoire sociale » et, tout bonnement, de « partir de l'individu ». Cette ultime recommandation, dont la formulation maximaliste ne paraissait pas moins abstraite que les concepts réifiés rejetés, laissait de côté des défis méthodologiques que, à l'exception du compromis sociobiographique, bien peu se risqueront à relever⁴².

En l'état, le dossier bénéficia d'une certaine visibilité. Témoignage, au creux de la vague académique et dans le silence studieux des thèses en cours, du ressort des thématiques ouvrières et du travail, il ambitionnait d'aider de jeunes collègues à tenir le cap. Les premières

³⁸ Dont treize historiens – Maurice Agulhon, Michel Cadé, Gérard Cholvy, Michel Dreyfus, Jacques Girault, Yves Lequin, Claude Penner, Michel Pigenet, Antoine Prost, Jean-Louis Robert, Madeleine Rébérioux, Danielle Tartakowsky, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard – une ethnologue – Noëlle Gérôme -, un politiste – René Mouriaux – et un sociologue – Michel Verret.

³⁹ Michel Pigenet, « Aux fondements d'une identité. Retour sur deux siècles de travail ouvrier », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 241-256.

⁴⁰ Antoine Prost, « L'histoire ouvrière en France aujourd'hui », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 201-212. Sa longue bibliographie omettait *Les Ouvriers du Cher*, mais signalait l'ouvrage sur les bûcherons. Méconnaissance ou confusion ? Rendant compte de ce dernier livre dans les *Annales* – vol. 49, n° 6, de décembre 1994, p. 1463-1464 -, Andrée Corvol le pensait issu de ma thèse d'État.

⁴¹ Jean-Louis Robert, « Trois approches en histoire sociale », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 213-218.

⁴² On pense à Alain Corbin, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998, brillante expérience méthodologique, dont l'auteur ne manquait pas de signaler les limites. Dans une perspective plus nettement sociobiographique, Louis Hincker s'y essaya autour de ses *Citoyens-combattants à Paris (1848-1851)* (Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2008), introduisant une stimulante complexité dans la reconstitution d'itinéraires, sans pour autant convaincre qu'il parvenait ainsi à faire « reconnaître d'autres groupes que ceux que nous imaginons ». Cf. Louis Hincker, « La politisation des milieux populaires... », art. cit., p. 103 .

arrivées à bon port et celles qui s'annonçaient me poussèrent à récidiver. D'abord, en 2001, à la faveur d'un entretien⁴³, puis, l'année suivante, en compagnie de Christian Chevandier⁴⁴, dans le numéro « l'histoire sociale en mouvement » du *Mouvement social*⁴⁵, où nous actions le chemin parcouru, mais regrettions la « dispersion des forces » engagées sur ce terrain⁴⁶. Bien des obstacles restaient à surmonter, qu'illustrait le titre d'une contribution invitant à tourner la page de ce qui émergeait...⁴⁷. Son auteure appartenait au Centre d'histoire sociale du XXe siècle, que j'avais rejoint après mon élection à Paris 1, en 1999, et en serait bientôt la directrice⁴⁸. La cohabitation ne fut pas toujours facile. Si l'histoire du travail, telle que nous la pratiquions et souhaitions la promouvoir, ne s'imposa pas d'emblée, la démonstration par l'exemple des initiatives, de leurs résultats et de leurs échos aboutirent néanmoins à son inscription au nombre des thèmes prioritaires de ce laboratoire de référence en histoire sociale.

Là et ailleurs, la question du travail, plus tôt et plus systématiquement explorée par d'autres sciences humaines et sociales, mais propice à pluridisciplinarité et à l'interdisciplinarité, commençait à s'enrichir des apports d'historiens contemporanéistes⁴⁹. En 2013, les progrès réalisés permirent de franchir un pas décisif avec la création de l'Association française pour l'histoire des mondes du travail qui, toutes approches, périodes et aires confondues, se proposait de promouvoir les études sur ces thèmes par l'organisation d'échanges entre spécialistes, d'interventions au sein de l'université ainsi qu'en direction de l'enseignement secondaire et d'un public plus large. Sur la lancée, l'Afhmt impulsait, la même année, la construction d'un Réseau européen d'histoire du travail. Il plaît à l'auteur de l'ouvrage réédité ici de conclure sur ce moment où son itinéraire d'historien du travail et des travailleurs croisait celui de beaucoup d'autres, dans le foisonnement des problématiques et des terrains qui se profilent à l'horizon de nos recherches.

⁴³ « Comment les historiens parlent-ils du travail ? L'histoire du travail, une histoire en chantier », entretien de Michel Pigenet avec Sylvie Aprile et Anne Jollet, *Les Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 83, 2^e trimestre 2001.

⁴⁴ Christian Chevandier, Michel Pigenet, « L'histoire du travail à l'époque contemporaine, clichés tenaces et nouveaux regards », *Le Mouvement social*, n° 200, juillet-septembre 2002, p. 163-169.

⁴⁵ Revue dont j'étais membre du secrétariat de rédaction depuis 1998.

⁴⁶ À l'encontre de certains manuels - Marion Fontaine, François Jarrige, Nicolas Patin (dir.), *Le travail en Europe occidentale, 1830-1939*, Neuilly, Atlande, 2020, p. 19 -, la chronologie relativise, sinon dément, l'influence, sur le développement de l'histoire du travail, de l'organisation, en 2002, du congrès annuel du Comité des travaux historiques et scientifiques autour du thème « le travail et les hommes ». Sous des titres ambitieux, les actes disparates qui en résultèrent passaient à côté de larges pans du renouveau en cours. Cf. Dominique Barjot (dir.), *Le travail à l'époque contemporaine*, Paris, Éditions du CTHS, 2005 ; Patrice Marcilloux (dir.), *Le travail en représentations*, Paris, Éditions du CTHS, 2005.

⁴⁷ Annie Fourcaut, « De la classe au territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement social*, n° 200, juillet-septembre 2002, p. 170-176.

⁴⁸ Avant que je lui succède, en 2010.

⁴⁹ Les collègues antiquisants, médiévistes et modernistes s'étaient engagés plus tôt sur le terrain du travail.